



Lettre n° 85 du 31 mars 2019

Au sommaire :

- **Chine, Europe et Amérique, les travailleurs et les peuples face au capitalisme mondialisé**
- **Le mouvement des gilets jaunes, la nouvelle situation sociale et politique et les révolutionnaires**

Chine, Europe et Amérique, les travailleurs et les peuples face au capitalisme mondialisé

Macron a cru un moment pouvoir s'élever vers des sommets, ou du moins un peu au-dessus de sa bassesse quotidienne, en recevant le président chinois Xi Jinping comme il avait tenté, non sans ridicule, de le faire au début de son mandat avec Trump à peine élu. Tout aussi ridicule cette fois, face à la puissance capitaliste chinoise, le vieil impérialisme français fait figure de lilliputien. Il a cependant tenté de se hisser sur ses épaules pour mener... sa campagne électorale pour les élections européennes en conviant à la réception Merkel et Juncker... Macron prend la pause du défenseur d'une Europe capitaliste en déroute en prétendant imposer à la Chine des relations équitables ! Le blabla macronien...

« La compétition positive » ou les ravages de la concurrence capitaliste

Xi Jinping comme Merkel ont joué le jeu pour se faire les avocats du multilatéralisme face à l'offensive des USA de Trump. « Ce que nous voulons bâtir ensemble, c'est un cadre multilatéral rénové, plus juste, plus équilibré », dixit Macron auquel Xi Jinping répond poliment qu'entre la Chine et l'UE, « certes il y a des points de désaccord, de la compétition mais c'est de la compétition positive [...]. Nous sommes en train d'avancer ensemble ». Certes, et pour donner du crédit aux propos, quelques contrats déjà engagés à parapher, comme celui passé avec Airbus pour quelque 30 milliards d'euros nous dit-on, ne font pas de mal. D'autant que de la signature à la concrétisation, la route est longue...

Au même moment, la Grande Bretagne va vers un Brexit non négocié. L'Italie vient de s'engager à participer aux investissements de la nouvelle Route de la soie mise en chantier par la Chine. La montée du nationalisme et des politiques protectionnistes sapent les bases de l'Europe du capital.

Macron essaye de négocier la place de la France en s'appuyant sur l'Allemagne et l'UE au moment où celle-ci est en train d'exploser sous la pression de la logique capitaliste dont elle a fait sa constitution et son credo, « la concurrence libre et non faussée ».

En réalité, le capitalisme financiarisé mondialisé, c'est la mondialisation de cette concurrence que Xi Jinping appelle par euphémisme « la compétition positive » qui dresse les États les uns contre les autres pour défendre les intérêts de leur classe capitaliste alors que les multinationales tirent les ficelles.

La Chine a conquis sa place de grande puissance capitaliste en surexploitant des centaines de millions de paysans transformés en prolétaires. Elle veut aujourd'hui profiter de sa force sur le terrain international en jouant le jeu de la « compétition ». La Route de la soie s'inscrit dans cette politique en finançant pour plus de 1000 milliards de dollars des infrastructures pour interconnecter des voies de chemin de fer, des routes ou des ports entre la Chine, l'Asie et l'Europe. Une façon de construire des alliances avec 68 pays.

Aussitôt, les USA, qui ont imposé leur domination au monde entier dont ils pillent les richesses et qu'ils ruinent, y voient une menace qui, selon le directeur du FBI, « pèse sur toute la société » et mérite « une réponse à l'échelle de l'ensemble de la société ». Des propos qui viennent justifier la guerre commerciale contre la Chine qui met en danger l'économie de l'ensemble de la planète et pourrait bien se retourner contre ses instigateurs.

L'issue, le soulèvement des travailleurs et des peuples
C'est bien de l'économie de marché, de cette concurrence stupide et aveugle, de la course à la rentabilité financière que toute la société est malade. C'est d'elle dont sont victimes les travailleurs et les peuples eux mêmes mis en

concurrence au nom de la course à la compétitivité qui justifie la remise en cause des moindres droits sociaux et démocratiques. C'est elle qui accentue les inégalités, concentre les richesses entre quelques mains, étouffe toute démocratie, engendre la crise climatique et conduit l'humanité à la régression voire au krach généralisé alors que des progrès extraordinaires ont été réalisés. Ces bouleversements ouvrent une nouvelle époque.

Le soulèvement des travailleurs et du peuple algériens s'y engage en tournant la page d'une époque révolue pour mettre fin à la sinistre farce d'un pouvoir morbide. Comme

ici le mouvement des gilets jaunes en tant qu'expression d'une révolte de l'ensemble des classes populaires tourne une page. Lui aussi représente une première victoire des classes populaires au sens où il a profondément affaibli le pouvoir auquel il a imposé un premier recul. Il a ouvert une crise qui ne pourra trouver d'issue que dans la mobilisation, l'organisation du monde du travail, de sa jeunesse pour imposer leurs droits et instaurer une démocratie révolutionnaire, imposer son contrôle sur l'économie et la marche de la société. Cela est vrai ici, au niveau de l'Europe comme de toute la planète.

Le mouvement des gilets jaunes, la nouvelle situation sociale et politique et les révolutionnaires

1) Après quatre mois de mobilisation, si le mouvement des Gilets jaunes a marqué le pas, il n'a pas dit son dernier mot malgré les pressions, la campagne de dénigrement et la répression. Et surtout, la crise qu'il a ouverte n'est pas près de se refermer. Il s'inscrit dans un tournant de la situation sociale et politique en résonance avec les mobilisations des femmes ou celle sur le climat alors que la bourgeoisie et l'État poursuivent leur offensive contre le monde du travail.

Cette longévité tout aussi inédite que la nature même du mouvement, la sympathie qu'il suscite, puisent leur force dans un sentiment profond d'injustice, d'humiliation pour beaucoup, que suscitent l'accentuation des inégalités et la politique délibérée de Macron et du gouvernement au profit non seulement du grand patronat mais des catégories sociales les plus privilégiées. La révolte aussi face à l'arrogance d'un pouvoir imprégné de son mépris de classe qui vient de franchir une nouvelle étape en donnant à cette arrogance le visage de l'insulte, de l'agression physique et policière.

Expression spontanée d'une profonde révolte de classe, celle des travailleurs, le mouvement n'échappe pas au recul du mouvement ouvrier et au climat idéologique ambiant, les confusions dites populistes, une aspiration à la justice sociale, fiscale dans le cadre du système, de la nation, au nom du peuple, une morale égalitaire et démocratique contre les élites, les politiciens. Des sentiments localistes, « l'horizontalité », la méfiance vis-à-vis de toute forme d'organisation par en haut, ont représenté un handicap vers les convergences et l'ont privé, le plus souvent, de la possibilité de s'adresser à l'ensemble du monde du travail.

2) A aucun moment le mouvement n'a pu se donner les moyens de dépasser ses propres limites pour s'élargir, en particulier sur les lieux de travail. Cela est l'expression d'un niveau de conscience global, à la fois du mouvement de colère, de révolte, de protestation des Gilets jaunes qui reste prisonnier de ses propres limites et, au sein de la majorité du monde du travail, une sympathie combinée à la passivité, une colère partagée, à des degrés divers, une

commune hostilité à Macron sans réponse ni perspectives d'ensemble.

La responsabilité des directions syndicales dans cet échec est totale. A aucun moment la CGT n'a réellement cherché à développer une politique allant dans le sens de convergences. Malgré les récentes déclarations formelles, la journée du 19 mars, après celle du 5, n'a pas rompu avec cette politique enfermée dans la volonté de préserver le dialogue social, la collaboration de classe. Elle a été, malgré cela, une nouvelle expression du mécontentement, du rejet de Macron et de sa politique avec, en particulier, une présence forte des enseignants du premier degré, surtout des femmes. Le mécontentement y est peut-être en train de déborder les digues syndicales...

Par-delà les divergences d'appréciation ou de tactique, notre intervention s'est confrontée à ces limites politiques tant au sein des gilets jaunes que sur nos lieux de travail ou dans nos organisations syndicales.

Aujourd'hui, bien des Gilets jaunes, des travailleurs, des militants s'interrogent. Les uns peuvent être tentés par un illusoire retour aux actions du début du mouvement, ce serait une impasse et un piège. D'autres cherchent une issue dans l'élargissement, les convergences, un mouvement d'ensemble. La recherche de coordination a débouché sur l'Assemblée des Assemblées de Commercys puis la coordination à Paris le 16 mars ou, localement, dans des AG GJ- syndicats qui ont souvent et à juste titre appelé ensemble au 19.

Les révolutionnaires interviennent, quel que soit leur gilet ou leur chasuble, gilets jaunes ou militants syndicalistes, militants ouvriers, pour défendre la perspective de l'unification, du rassemblement du monde du travail, pour que les travailleurs prennent leurs affaires en main, fassent de la politique. Nous militons dans nos organisations syndicales, sur nos lieux de travail afin de développer une politique de solidarité sur des bases d'indépendance de classe pour que les travailleurs entrent en lutte dans les entreprises, pour ouvrir une perspective d'ensemble pour le monde du travail.

A travers la politisation en cours nous participons, aidons aux prises de conscience, à l'émergence d'une conscience de classe, à construire des liens sur la base d'une solidarité contre tous les préjugés réactionnaires qui s'expriment et qui traversent aussi le monde du travail.

Notre intervention se situe du point de vue d'une politique pour l'ensemble du monde du travail.

3) Macron a bien des difficultés à reprendre la main. Sa politique vise à accentuer les tensions en refusant de répondre aux exigences et aspirations portées par les Gilets jaunes tout en affichant son mépris et son arrogance de classe. Cette escalade a franchi une nouvelle étape après l'acte XVIII, l'ultimatum, tant par la campagne de dénigrement et de calomnies que par les mesures de répression policière et judiciaire dans la foulée de la loi contre les manifestants.

C'est en prétendant défendre la république contre les prétendus « émeutiers » et aussi contre la menace de l'extrême droite que Macron tente de rétablir son autorité. La mascarade du grand débat lui a servi à mobiliser LREM et sa base sociale pour regagner du terrain en vue des élections européennes tout en tentant d'associer partis et syndicats au débat dans un cadre institutionnel à sa main. Il a fait de LREM le parti de l'ordre s'adressant à la bourgeoisie et à la petite bourgeoisie, aux milieux conservateurs. Il espère passer le cap des européennes en contenant le RN qu'il veut utiliser comme faire valoir. Quoi qu'il en soit, il ne pourra empêcher les classes populaires de comprendre à quel point il s'est payé leur tête avec l'escroquerie politique de la mascarade antidémocratique du grand débat. Il ne réussira pas à maîtriser le mécontentement ni à étouffer, bien au contraire, c'est un nouveau moment d'affrontement qui est en maturation. Derrière cette crise politique, c'est tout le système parlementaire, cette machine à duper les masses, la démocratie bourgeoise, qui est grippé, en faillite.

4) Les démagogues de l'extrême droite espéraient tirer profit des confusions du mouvement auquel ils ont accordé, en parole, leur soutien. Les prétentions de Marine Le Pen et du RN à représenter les aspirations des Gilets jaunes en jouant sur les ambiguïtés du mouvement visent à capter le mécontentement pour les élections européennes, l'étouffer au service d'une politique réactionnaire hostile aux classes populaires. Ils n'ont pas réellement gagné leur pari, incapables d'assumer les exigences sociales du mouvement sur les salaires et les pensions, et se trouvent aujourd'hui pris dans le jeu politicien de Macron qui en fait sa seule opposition.

Macron peut ainsi espérer sauver les meubles aux européennes, mais rien n'est moins sûr, et même à court terme, ce jeu politicien pervers ne profite qu'à Marine Le Pen. Il contribue à crédibiliser l'idée que le RN est bien devenu un parti de gouvernement, qu'il est même le seul à être en mesure de prendre la place de Macron et de représenter le peuple. Le RN a su pour cela, et pour s'adapter aux vœux du patronat, changer sa politique sur l'UE en prenant les habits de De Gaulle, l'Europe des nations.

Cette évolution politique démontre que la politique dite antifasciste ne répond pas aux besoins du moment. La réponse à la menace de Le Pen est bien la lutte contre la politique qui lui prépare le terrain, celle de Macron et du CAC 40, la préparation d'un mouvement d'ensemble, de l'affrontement pour les droits des classes exploitées et en finir avec le capitalisme.

5) Mélenchon et la FI ont fait, en symétrie, le même calcul électoral que le RN, se positionnant comme leur rival en ajoutant leur propre confusion à celle du mouvement. Ils se sont ainsi eux-mêmes pris au piège que leur a tendu le RN visant à effacer les clivages entre populisme de droite et populisme de gauche, une grande confusion dont ils ne peuvent sortir. Mélenchon a eu bien du mal à concilier son soutien au mouvement et sa défense dite républicaine de l'État et des forces de l'ordre. Cette contradiction s'exprime dans la rivalité montante entre Mélenchon et Ruffin dont la parole semble plus crédible, moins façonnée par le respect de l'État et de l'ordre républicain ou les calculs politiques.

Le fond du problème renvoie aux traits dominants de l'époque actuelle, du stade de développement capitaliste que nous connaissons qui ne laisse aucune marge de manœuvre à des prétentions ou velléités réformistes, au sens qu'avait ce mot dans le mouvement ouvrier. Il n'y a pas d'issue tant sociale que politique dans le cadre institutionnel. Il n'y a pas d'autre route que celle de la lutte de classe collective et consciente.

Le capitalisme financier mondialisé connaît une crise permanente. La suraccumulation de capitaux se heurte à la surproduction au regard d'une consommation nécessairement limitée. Il épuise dans le même temps les ressources naturelles, génère la crise climatique.

Les capitalistes n'évitent la faillite qu'au prix d'une guerre permanente contre les salariés et les peuples en accentuant les rapports d'exploitation, aggravant les inégalités, le pillage des richesses.

6) Le soulèvement du peuple algérien face à la provocation du clan au pouvoir prétendant imposer le moribond Bouteflika comme son candidat à la présidentielle participe des mêmes bouleversements sociaux et politiques, dans un contexte différent, engendré par le capitalisme multinational et sa crise permanente. Les derniers vestiges d'une époque révolue disparaissent dans une farce sinistre. Deux grandes évolutions possibles sont en confrontation au cœur du soulèvement : une plus grande intégration de la société algérienne aux multinationales sous la coupe des milliardaires nationaux et de leurs serviteurs politiques dont les intégristes religieux ou bien le monde du travail, sa jeunesse, les femmes prenant l'avenir de la société en main pour défendre leurs droits et contester le pouvoir des capitalistes.

Leur lutte est, dans la continuité des soulèvements du printemps arabe de 2011, un encouragement pour un combat qui ne connaît pas de frontière. Son enjeu, ce n'est pas la souveraineté du peuple algérien, mais le contrôle par les travailleurs des richesses qu'ils produisent et échan-

gent contre les prédateurs mondialisés et algériens qui les pillent. Il se pose au niveau de l'ensemble des peuples du Maghreb et au-delà.

Leur lutte et la nôtre ne font qu'une, c'est celle de la solidarité internationale qui fait peur aux classes dominantes d'Algérie comme aux multinationales établies en France, à leur serviteur Macron mais aussi à Le Pen qui use de la plus grossière démagogie pour semer le venin de la division et du racisme.

7) Nous vivons ici, en Algérie, en Europe et dans le monde, les sursauts, les révoltes provoqués par l'offensive du capitalisme financiarisé mondialisé. Partout, les femmes sont au premier rang dans ces combats. Elles se battent pour leurs droits, l'égalité, le droit à disposer de leur corps, contre le sexisme et les violences dont elles sont l'objet, elles se battent aussi pour les droits de toutes et tous, pour la démocratie, la dignité, pour vivre sans la violence des rapports de domination conséquence de la domination de la propriété privée capitaliste et de son complément le patriarcat.

L'une et l'autre sont dépassés, appartiennent à un autre temps, l'avenir se construit sur leurs ruines.

Les mobilisations pour le climat, celle de la jeunesse participent des mêmes évolutions et prises de conscience qui ont toutes une dimension internationale : ce monde capitaliste est à bout de souffle, il sacrifie les progrès comme les droits humains, la planète à son avidité financière, à sa soif de pouvoir, à cette logique infernale et destructrice.

Le mouvement des gilets jaunes participe de cette prise de conscience. Il nous appartient d'œuvrer à la politisation en rupture avec le jeu institutionnel dans le sens de la convergence des luttes contre le Medef et le gouvernement, la prise de conscience aussi que les problèmes posés par la mobilisation ne peuvent trouver d'issue que dans une démocratie révolutionnaire pour en finir avec la domination des classes capitalistes.

8) Pour les militants du mouvement ouvrier, le défi est de contribuer à ce que l'énergie libérée par le mouvement, les différentes mobilisations, la politisation en cours donnent un nouvel élan aux luttes de classes qui se sont développées depuis 2016 et qui ont été trahies par la gauche syndicale et politique.

Une fraction notable de la classe ouvrière rompt avec le capitalisme, ses institutions et les partis et organisations en particulier syndicales qui en assuraient jusqu'alors la stabilité.

Préparer l'étape suivante, c'est aider à la maturation des consciences. C'est une bataille politique pour rassembler, organiser celles et ceux qui veulent construire un mouvement d'ensemble sur des bases de classe non seulement contre Macron et le gouvernement mais contre leurs donateurs d'ordre capitalistes.

Cela signifie avoir une politique de classe indépendante des forces de la gauche institutionnelle, partis ou syndicats, clairement démarquée du bleu-blanc-rouge et de toute forme de populisme ou de nationalisme.

Le mouvement, la situation sociale et politique dont il est le produit, posent à nouveau de façon concrète l'impérieuse nécessité d'un parti des travailleurs, instrument de leurs luttes.

11) Pour avancer dans ce sens, nous avons besoin de dégager ensemble les leçons de nos limites, de nos échecs pour y porter remède. Notre incapacité à présenter une liste aux élections européennes en est l'expression et en concentre les causes politiques.

Dire qu'il suffit de vouloir pour pouvoir est une illusion. Il faut une politique, une politique capable de rassembler largement, de mobiliser l'ensemble des camarades et notre milieu pour être en mesure de mettre en œuvre nos décisions. Cela vaut d'ailleurs pour l'ensemble de notre activité et intervention.

Notre échec pour les européennes se décline en deux temps, l'échec des discussions avec LO puis notre propre échec. Les deux sont liés et il serait démagogique de faire de LO le seul responsable de l'échec de nos discussions.

Sur le fond, les discussions avec LO, sans ignorer les responsabilités de cette dernière, n'auraient pu déboucher sur un accord qu'à condition qu'elles ne répondent pas au seul objectif de permettre au NPA d'être dans le coup des élections mais qu'elles inscrivent cette bataille dans une perspective plus large, utile à l'ensemble des travailleurs, dépassant nos deux organisations.

De la même façon, nous ne pouvions réussir la souscription qu'à condition de faire une campagne politique se plaçant du point de vue des intérêts des mobilisations, de la convergence des luttes, dépassant le mouvement des gilets jaunes après que celui-ci ait commencé, au lieu de ne viser qu'à permettre au NPA d'être dans le coup. Et pour beaucoup de camarades, cela était en contradiction avec la politique du NPA dans le mouvement. Et effectivement, ça l'était. Dire nous sommes tous gilets jaunes et défendre la perspective d'une liste NPA aux européennes rentrait en contradiction, bien des camarades l'ont souligné pour s'opposer à notre participation aux élections.

Nous ne pouvions réussir que si notre politique avait eu une pleine cohérence en s'adressant à l'ensemble des travailleurs tout en étant solidaires des gilets jaunes, partie prenante de leurs luttes du point de vue de l'ensemble des travailleurs plutôt que d'être de trop suivistes vis à vis d'eux.

Le fond de la discussion nous ramène à la compréhension que nous avons les uns et les autres du rôle du NPA, de l'importance du niveau de conscience politique dans les mobilisations.

Non seulement nous avons toute légitimité à défendre nos idées, à penser et agir en parti politique révolutionnaire au cœur du mouvement, dans les entreprises, au sein du monde du travail mais cette intervention en tant que telle est indispensable.

Au cœur de la crise, il y a le besoin d'un parti des travailleurs, tout autre chose que la reconstruction de la gauche.

C'est cette perspective que nous devons porter, partout, y compris sur le terrain électoral. Les élections européennes en seront l'occasion, elles seront une tribune pour construire le rapport de force.

Malheureusement, ce n'est pas le NPA qui en sera l'incarnation.

Nous n'avons maintenant pas d'autre choix que de soutenir la liste de Lutte ouvrière et d'appeler à voter pour elle tout en faisant notre propre campagne. C'est aussi la seule façon de donner un contenu un tant soit peu crédible à la démarche unitaire que nous avons engagée vis à vis de cette organisation. Son attitude sectaire, son refus absurde d'être la caisse de résonance de toutes les révoltes, ne modifient en rien le sens de notre démarche visant à rassembler les anticapitalistes et révolutionnaires.

Nous engageons une campagne politique dans la continuité des mobilisations comme dans le cadre des européennes pour les convergences sociales mais aussi poli-

tiques, pour le climat, sur des bases de classe, pour un mouvement d'ensemble, une grève générale, pour porter sur un terrain de classe, internationaliste, une perspective progressiste, démocratique et révolutionnaire pour l'ensemble du monde du travail et les autres couches sociales victimes de la politique des multinationales et de leur État, pour toute la société.

A la lumière du mouvement des Gilets jaunes ou du soulèvement en Algérie, la campagne politique dans laquelle nous nous engageons vise à encourager, armer, les travailleur.e.s, les femmes, les jeunes à prendre leurs affaires en main, à être les acteurs de la construction de leur propre parti, en toute indépendance des appareils politiques ou syndicaux intégrés aux institutions, par en bas, dans les luttes et mobilisations.

Le 20.03.2019

Texte collectif de discussion dans le cadre du NPA